

“La semaine de vérité” du Brexit commence mal

Union européenne

- Les négociateurs du Brexit se sont quittés sur un constat d'échec, dimanche, à quelques jours d'un sommet européen annoncé comme décisif.
- La question irlandaise reste insoluble.
- Les Vingt-sept ne ferment pas la porte, mais appellent à se préparer à un “no deal”.

“Malgré des efforts intenses, certaines questions clés dont celle de [la frontière irlandaise] sont encore en suspens”

Michel Barnier

Négociateur en chef de l'UE

Les leaders européens avaient averti le Royaume-Uni que des progrès “substantiels” (ou “significatifs”, ou “maximaux”, au choix) devaient avoir été accomplis dans les négociations du Brexit, avant le sommet européen des 17 et 18 octobre, annoncé comme décisif. Sauf retournement de situation, les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-sept constateront que les discussions restent coincées dans une impasse, après l'intense week-end de pourparlers qui s'est tenu à Bruxelles.

“Malgré des efforts intenses, certaines questions clés sont encore en suspens, dont celle du backstop pour l'Irlande et l'Irlande du Nord afin d'éviter une frontière dure”, a indiqué dimanche soir sur le réseau social Twitter le négociateur en chef du Brexit pour l'Union européenne, Michel Barnier, à l'issue de sa rencontre avec le secrétaire d'État britannique en charge de la sortie de l'Union européenne, Dominic Raab. Ce dernier s'était rendu à Bruxelles, estimant que “des discussions en face-à-face étaient nécessaires en amont du sommet européen”, avait déclaré plus tôt le porte-parole du se-

crétaire d'État.

En fin d'après-midi, le site d'information Politico avait pourtant fait état d'un “accord technique” entre les négociateurs européens et britanniques. “Ce qu'Olly Robbins (le négociateur britannique, NdlR) avait négocié avec Barnier a été retoqué par le cabinet” de la Première ministre britannique Theresa May. Arrivé à Bruxelles dans l'après-midi, “Dominic Raab était le messenger”, glisse une source bien informée sur les discussions.

Plus de négociations avant le sommet

Michel Barnier a convoqué les représentants des États membres auprès de l'Union européenne pour les tenir informés de la situation, dimanche en fin d'après-midi. Ce lundi, le Français dressera le point de la situation pour le *steering group* du Parlement européen. Faute d'avancées, la réunion des sherpas des Vingt-sept, programmée ce lundi, a été annulée. Plusieurs sources ont confirmé à *La Libre* qu'il n'y aurait pas de reprise des négociations avant la réunion des ministres des Affaires européennes des Vingt-sept, mardi, ni avant le sommet européen format

“article 50” du mercredi 17 octobre, c'est-à-dire sans Theresa May qui était, a priori, censée intervenir avant la réunion.

Le “no deal” se rapproche

À l'issue du sommet informel de Salzbourg, le 20 septembre dernier, le président du Conseil européen, Donald Tusk, avait prévenu que “le sommet d'octobre [serait] le moment de vérité pour les négociations du Brexit”. Plus clairement dit : le moment où les deux parties devaient avoir trouvé les grandes lignes d'un accord pour un retrait ordonné du Royaume-Uni et sur le cadre de la future relation entre l'Union et son futur ex-État membre.

Le Polonais avait clairement précisé qu'il s'agissait d'une condition sine qua non pour qu'il convoque un autre sommet européen, à la mi-novembre, afin de finaliser les derniers détails du *deal*. Or, de *deal*, il n'est pas encore question. Est-ce à dire qu'il n'y aura pas de sommet de novembre ? La décision sera prise mercredi soir. “La porte reste ouverte” pour trouver un accord au-delà de ce sommet, mais plusieurs pays “ont insisté

pour que l'UE intensifie désormais sa préparation au scénario d'un no deal", a confié un diplomate à l'AFP.

De son côté, Theresa May réunira ses principaux ministres mardi, à la veille du sommet à 28, pour évoquer la question de la frontière entre les deux Irlandes, la pierre d'achoppement bloquant la voie vers un accord. Sous pression des Brexiteurs durs de son camp et du petit parti unioniste nord-irlandais DUP, qui la soutient au Parlement, M^{me} May refuse la solution du *backstop* européen pour éviter le retour d'une frontière dure – à savoir conserver l'Irlande du Nord dans le marché intérieur et l'union douanière. Mais Londres n'a pas proposé d'alternative jugée crédible par l'UE. Pendant ce temps, le compteur tourne. Il reste deux mois pour éviter le scénario d'un Brexit désordonné.

Olivier le Bussy